

« On ne veut pas se faire les gens, on veut informer »

« Quand on voit, ma pauvre fille, votre carrière pathétique ! »

Voilà comment Rachida Dati a obtenu l'inverse de l'effet recherché, faisant de la journaliste Élise Lucet, une icône.

PARIS

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

La journaliste Élise Lucet est devenue une référence pour les jeunes (et les autres) qui ne regardaient pas *Cash Investigation*, l'émission d'enquête de France 2, mais s'en sont régalez. La « course-poursuite Dati » a fait le buzz, la qualité de l'émission et le bouche à oreille à la machine à café ont fait le reste : « Les voyages présidentiels » ont réalisé le meilleur score de l'émission depuis sa création, plébiscitée par les 15-24 ans. A y regarder de plus près, Élise Lucet, présentatrice de JT depuis 30 ans (France 3 puis France 2), a toujours fait de l'enquête : un de ses patrons de FR3 Caen la décrit à ses débuts comme une sorte de Che Guevara du journalisme. « Pièces à conviction » sur France 3, c'est elle ; la pétition contre la directive « Secret des affaires », c'est elle et « Cash Investigation » est son bébé. Lorsque nous la rencontrons avec son équipe à France 2, elle est charmante mais ferme. Très pro. Le métier la consacre aujourd'hui : elle a sa marionnette aux Guignols et c'est à elle, la quinquagénaire, que 19 jeunes journalistes d'investigation ont demandé de rédiger la préface de *Informers* n'est pas un délit. En 2011, sa vie privée lui a échappé lorsque son mari, antiquaire, père de sa fille Rose (5 ans à l'époque), est mort d'une maladie de sang, alors qu'Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier, deux journalistes envoyés en Afghanistan pour son « Pièces à conviction », y étaient toujours otages. « Deux années d'épreuves absolues. Mon métier m'a aidée à tenir debout. Je n'ai plus peur de grand-chose. » C'est tout ce qu'elle en dira aux magazines. En conclusion de son JT, le jour de son retour à l'écran, elle remerciera les spectateurs pour leurs messages d'un sobre « ça a fait chaud au cœur. J'ai eu le sentiment d'avoir une très, très grande famille tout à coup ».

C'est le grand retour de l'investigation en France et à la télévision ?

« *Cash* » a déjà 3 ans et il y a d'autres émissions d'investigation. Il y en avait sur Canal – on va voir si cela continue –, il y en a sur Arte. C'est un signe de bonne santé de la presse et de la presse télévisée. Ce retour des enquêtes à la télévision prouve que l'investigation n'est pas réservée aux sites internet. C'est en

plus un marqueur fort pour le service public. C'est en tout cas entendu comme cela dans le groupe France Télévisions. C'est le point fort du service public : l'indépendance de l'enquête.

On a longtemps reproché à la presse française les rapports d'influence des actionnaires sur les rédactions. D'où le succès du Mediapart d'Edwy Plenel ?

Mediapart est bien sûr un média indispensable dans le paysage français, on n'a aucun souci par rapport à cela. Sa création est salvatrice pour le métier. Mais j'ai été durant dix ans sur « Pièces

à conviction », à France 3 et Mediapart n'existait pas. Mais plus il y a de sites d'investigation en France, plus je me réjouis. Je ne fais pas partie des grognons qui trouvent qu'il y a des investigateurs télé d'un côté et les autres.

Comment avez-vous géré les pressions ?

Cela fait plus de quinze ans que je fais de l'investigation, et des pressions, il y en a eu, beaucoup ! Politiques quand on a sorti la cassette Méry qui concernait Jacques Chirac – ça s'est pas mal agité ; économiques quand on a sorti des choses sur la Française des Jeux, un de nos plus gros annonceurs. A chaque fois, on a eu zéro souci : on a eu non seulement l'autorisation de faire notre émission, mais le soutien pour la diffuser à l'antenne. A France Télévisions, je n'ai jamais eu à subir de censure et j'ai toujours eu une grande liberté de travail. Le service public, c'est là où il faut être aujourd'hui.

France 3 a diffusé le reportage sur le Crédit Mutuel, commandé par Canal Plus mais interdit d'antenne par l'actionnaire Vincent Bolloré ?

Dans « Pièces à conviction » d'ailleurs. Tout ce que nos patrons, ici, nous demandent, c'est une garantie de sérieux et comme c'est ce que nous voulons apporter au spectateur, on n'a aucun problème. C'est en plus une des règles incontournables du métier.

Quel est votre objectif ?

Depuis 15 ans, des « communicants » se sont mis en place dans le monde politique et des affaires : partout ! Ils sont là pour nous délivrer des messages avec un seul but en général : nous vendre un homme politique ou des produits. Et

derrière ce message de marketing et de construction d'image, il y a une réalité qui est parfois tout autre. Pas toujours, on n'est pas parano.

Pour moi, le travail d'un journaliste et d'un journaliste d'investigation, c'est de réussir à montrer la réalité. La communication a pris la place de la presse, à nous de reprendre, pied à pied, notre territoire de journaliste. Et de défendre au nom des auditeurs, des lecteurs, des téléspectateurs en ce qui nous concerne, un esprit de recherche de vérité et de les informer. C'est effectivement pour le bien public. Informer, c'est un mot énorme.

Vous citez Georges Orwell : « Le journalisme consiste à publier ce que d'autres ne voudraient pas voir publier. Tout le reste n'est que relation publique » ?

Exactement ! Mais il ne faut pas se tromper, il faut être positionné au bon endroit et ne pas se prendre pour ce qu'on n'est pas. La mission en tant que telle est déjà tellement forte et lourde.

Nous ne sommes pas des justiciers ?

Pas du tout !

Rachida Dati vous accuse de harcèlement, certains disent que Mediapart fait de la « délation » ?

En ce qui concerne « Cash », on travaille avant et pendant l'enquête avec notre conseillère juridique, une avocate spécialiste de la presse et on intervient

toujours dans un cadre juridique extrêmement strict. On raconte n'importe quoi sur nous, mais nous nous conformons aux lois existantes. On n'est pas des harceleurs, le harcèlement est une notion juridique. Que quelqu'un à un moment donné, nous poursuive et prouve que nous sortons de ce cadre ne s'est jamais produit (l'Azerbaïdjan envisagerait une action en diffamation contre Lucet et son équipe, NDLR). On n'est pas une bande de dingues qui veulent se « faire » des gens. On travaille sur des dossiers pendant des mois, et quand on a accumulé suffisamment de documents, on ne se contente pas d'un refus d'interview, on va interpellé les personnes concernées dans des lieux publics où nous avons tout à fait le droit de le faire. C'est trop facile de déclarer à un moment « je ne veux pas répondre »,

je m'enfuis, c'est tout ce que j'ai à dire. Les hommes politiques ou les respon-

sables économiques de très haut niveau ont des responsabilités, ils doivent y faire face, c'est tout.

Dans vos enquêtes sur la fraude fiscale, ou le marketing d'Apple (ce mardi), on voit l'importance des lanceurs d'alerte qui fournissent des documents internes ?

Ils sont cruciaux mais ils sont mis en grand danger notamment par la directive européenne « Secret d'affaires » à laquelle nous nous attaquons. Ce serait très dangereux pour nous – vous en savez aussi quelque chose au Soir : si vous aviez 800.000 euros de dommages et

intérêts à payer à une entreprise, cela va devenir très compliqué, mais imaginez ce que cela représente pour un lanceur

d'alerte ! Car c'est un homme ou une femme seul(e). Il va sortir du bois pour révéler des dérives tout à fait illégales de son entreprise, et donc il va d'abord être viré – ils le sont tous aujourd'hui –, il n'a pas de boulot, il est blacklisté dans son secteur et en plus il va se retrouver avec des dommages et intérêts colossaux. C'est une censure qui ne dit pas son nom car on empêche ces gens de s'adresser à nous, journalistes. Or une société qui connaît tout, y compris ses

dérives, va toujours mieux qu'une société qui ne connaît rien. Notre utilité, c'est essayer de s'approcher au plus près de la vérité, de la révéler au téléspectateur pour qu'en toute connaissance de cause, il prenne ses décisions.

Pourquoi la société dysfonctionne-t-elle ?

Les conflits d'intérêts sont un important dysfonctionnement. Les autorités de contrôle, sous-informées et en sous-effectifs, sont souvent très en retard et pas à la hauteur de l'évolution de la société numérique d'aujourd'hui. ■

BÉATRICE DELVAUX

« Une star ? Vraiment pas ! »

On a pris Elise Lucet pour ce rôle dans « Cash » pour son côté bon chic bon genre ?

Pas du tout. Remy Pfmilin (président de France Télévisions) souhaitait que je sois uniquement sur France 2 et m'a demandé de quitter « Pièces à conviction ». Au début, j'ai refusé car Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier étaient toujours otages en Afghanistan. C'était non négociable. Dès qu'ils ont été libérés, on a rediscuté et au bout du compte, il m'a donné carte blanche pour créer une émission. Ce n'est peut-être pas ce qu'il fallait me dire (elle rit). J'ai réuni une équipe de gens dont je sentais qu'ils étaient, comme moi, à un point de non-retour sur ce monde des communicants. D'emblée, je leur ai dit : « Je vais m'investir beaucoup dans cette émission. » Quand on est rentré avec les rushes de la première interview, ils m'ont tous regardée : « Ah oui ! d'accord, ça va jusque-là. »

L'envie du journalisme vous serait venue, dit votre maman, en regardant Christine Ockrent ?

A une époque, je présentais uniquement des journaux car on m'avait demandé de rentrer dans le moule. Mais après, moi, présenter des journaux, cela ne m'a pas suffi. J'ai dit à mon directeur de l'époque : « Si tu ne me donnes pas, à côté, un magazine où je vais pouvoir faire de l'enquête, j'arrête de présenter des journaux. » J'ai montré très vite que je voulais faire des magazines abrasifs, pas « mainstream ».

Pas peur pour votre image en faisant la « pasionaria » ?

Mon image tout court n'est pas du tout l'essentiel. Mais si vous me dites soucieuse de ce que cela veut dire être journaliste aujourd'hui, ça oui ! Je défends une vision de la profession que j'ai chevillée au corps.

Santini, le patron de Danone, etc., vous saluent au tout début de vos tentatives d'interview comme une journaliste en « connivence » ?

Je ne l'ai jamais été, contrairement à ce que disent certains. Je n'ai jamais fait de « ménages » (prestations rémunérées pour des partis, des entreprises, NDLR). Je n'ai jamais déjeuné ou dîné avec des hommes politiques, je ne les vois que pour les interviews sur un plateau de télévision, pareil pour les grands noms du monde économique. Quand on est journaliste, c'est un

minimum de s'imposer des règles. Il n'y a pas de mélange des genres possible. On ne peut pas dire d'un côté il y a des conflits d'intérêts et se mettre soi-même dans cette situation.

Quid de Claire Chazal ?

On pense ce qu'on veut de Claire Chazal et chacun a sa vision du rôle du présentateur de JT, mais quand quelqu'un a 24 ans de bons et loyaux services dans une chaîne comme TF1, on peut s'en séparer élégamment. Qu'on décide de se séparer d'un présentateur de journal, c'est tout à fait normal, il faut y être préparé dès le premier jour, mais pas comme ça, c'est tout. En tout cas moi, on ne me le fera pas comme ça.

Chazal dit qu'un présentateur de télévision ne laisse rien derrière lui, « du sable qui

coule » ?

Ouh là ! Je ne suis pas sûre de vouloir durer et je n'ai pas du tout la prétention de laisser une marque. Des écrivains, philosophes, artistes font cela très bien. Un journaliste doit servir d'aiguillon dans la société.

Vous protégez votre vie privée. Une autre façon de durer ?

Je n'ai rien calculé, c'est juste que moi, je ne mange pas de ce pain-là, je n'ai aucune envie que ma vie privée soit exposée. Je dois aux téléspectateurs une implication dans mon métier, et rien d'autre. Ma vie personnelle reste personnelle, cela a toujours été mon souhait, malheureusement cela n'a pas toujours été respecté. Je n'ai jamais voulu être une star.

Vous le devenez un peu maintenant, avec votre imper à la Colombo ?

Je ne le sens pas du tout comme cela, mais comme le fait que les gens s'identifient à un parcours journalistique et se disent « tiens c'est bien, elle fait le boulot à notre place et elle a bien raison ». Une star ? Vraiment pas. D'ailleurs, je ne vis vraiment pas comme une star, je fais mes courses, je mets de l'essence dans ma voiture, je connais le prix de la baguette de pain, je vais à la campagne chez mes parents, et je discute avec les gens. Je suis en prise avec la réalité contrairement à d'autres. Ce qui me fait bouger dans la vie et me réveiller le matin, c'est l'envie de comprendre. ■

Propos recueillis par
B.Dx.

L'ÉMISSION

« Nous avons inventé ce ton malicieux »

Ce mardi, « Cash Investigation » sera diffusé à 20h55 sur France 2, le quatrième prime time depuis la création de l'émission. « Marketing, les stratégies secrètes » ou « Comment on vous drague, on vous cajole, on

vous séduit » pour abuser de votre confiance. Le journaliste Wandrille Lanos a enquêté sur les méthodes secrètes des grandes entreprises pour vous faire acheter plus, que ce soit des ONG, la Poste française, Apple ou Danone qui inonde l'Indonésie de son lait en poudre, au risque de la survie des bébés. Le label « Cash » ? Un an

d'enquête et la volonté forcenée d'obtenir des réponses aux questions nées de l'enquête. « Sans cette année d'enquête, on n'aurait pas les émissions qu'on produit. Les moyens financiers comptent mais ne sont pas tellement importants. Notre budget pour un prime time est bien en dessous de certains primes de fiction. Et notre budget

est classique pour une émission de seconde partie de soirée », explique Elise Lucet. Elle est très fière de son émission et de son équipe (12 personnes liées au producteur Premières Lignes). L'émission « Dati » a totalisé 15 % de part de marché et un record de replays en une semaine pour une émission de ce genre (390.000 contre une

moyenne de 150.000). « Il n'y a pas d'autres émissions d'investigation fabriquées comme la nôtre. Il y en a qui prennent autant de temps que nous, mais n'ont pas ce ton beaucoup plus malicieux, créé entre nous. » La journaliste nie tout guet-apens, toute mise en scène : « Quand vous regardez la scène avec Rachida Dati, vous remarquerez que je suis d'une poli-

tesse extrême, je ne crie pas, je pose juste des questions. C'est, en cela, insupportable pour elle. Quels que soient les interlocuteurs, et si on est parfois à des endroits où ils n'aiment pas du tout nous voir face à eux, on est d'une correction totale. C'est une des marques de fabrique de « Cash ». On veut juste qu'on réponde à nos questions. »

« INFORMER N'EST PAS UN DÉLIT »**Journaliste d'investigation, métier sous (très haute) pression**

Bien sûr, les auteurs eux-mêmes en conviennent. Comme en Irak, en Russie, en passant par l'Italie ou le Mexique, ils ne risquent pas leur peau pour trouver et publier une info. N'empêche. Exercer en 2015 le métier de journaliste d'investigation reste un combat et c'est tout le mérite du livre choral *Informé n'est pas un délit* (Ed. Calmann-Lévy), de le rappeler.

Seize enquêteurs (Le Monde, Mediapart, Le Point, France Inter, etc.) racontent les coulisses de leur travail. Un récit saisissant sur les pressions encourues. Le scandale Bettencourt, les affaires de Vincent Bolloré en Afrique, les méthodes du FN : le livre passe au crible les moyens d'intimidation. On découvre la filature de journalistes par un photographe très proche du couple Sarkozy-Bruni, où l'on apprend comment un industriel organise des voyages de presse « embedded » pour contrer les révélations d'un reportage, comment un parti d'extrême droite fiche ou filtre des journalistes ou com-

ment le droit de la presse lui-même est détourné. Car en France, ce ne sont pas seulement des procès pour « diffamation » qui sont intentés mais des procédures pour « faux » ou « recel ». Le but : décrédibiliser les auteurs eux-mêmes ou décourager les sources de parier. Car celles-ci, soulignent les auteurs, ont tendance à se tarir. Mais pour les journalistes d'investigation, pas question de se résigner. En France, comme le souligne Elise Lucet dans la préface, la mobilisation citoyenne a conduit à la suppression d'un amendement de la loi Macron sur le secret des affaires. Mais une direc-

tive européenne est en préparation sur ce même secret. Les enquêteurs ne doivent pas seulement continuer de se battre pour informer. Ils doivent aussi se lever pour que leur métier même ne soit pas amené à disparaître.

J.O.M.



Informé n'est pas un délit
SOUS LA DIRECTION
DE FABRICE ARFI
ET PAUL MOREIRA,
Cahuzac-4699
234 pages, 17 euros

Fabrice Arfi

Journaliste à Mediapart, Fabrice Arfi, 34 ans, est notamment à l'origine des affaires Bettencourt, Karachi et Cahuzac.

Paul Moreira

Fondateur de l'agence Premières Lignes, producteur de « Cash », Paul Moreira a réalisé « Wikileaks, enquête sur un contre-pouvoir ».

Martine Orange

Spécialisée dans les affaires économiques à Mediapart, elle avait notamment mis à jour au Monde les malversations de Jean-Marie Messier.

Fabrice Lhomme

Avec Gérard Davet, Fabrice Lhomme a révélé pour Le Monde les écoutes de Nicolas Sarkozy, le « Kazakhgate » et les listings HSBC.

Benoît Collombat

Journaliste à France Inter, Benoît Collombat a beaucoup travaillé sur la France africaine et la mort suspecte de l'ancien ministre Boulin.

je dirais même plus**Alain Berenboom**

Ecrivain

Martiens, go home !

De l'eau sur Mars ! Et demain, des êtres vivants ? N'a-t-on pas tous frêmi de plaisir et de terreur à la fois à l'idée qu'il existe ailleurs des E.T., que des petits hommes verts débarquent un jour parmi nous ? Ce désir, enfoui en nous que nous ne sommes pas seuls dans l'univers, a accouché, soit dit en passant, de quelques livres magnifiques (je vous conseille *Martiens, go home !* de Fre-

drick Brown, l'un des plus hilarants romans de SF), des BD américaines délirantes et plein de films tantôt terrifiants, tantôt étonnants.

D'accord, je vais vite en besogne. D'une petite flaque d'eau salée, je déduis déjà la présence d'une vie consciente sur la planète rouge. Mais la science ne nous l'a-t-elle pas annoncé : là où il y a de l'eau, il y a de la vie ? C'est même l'objet principal des recherches (très coûteuses) sur les exoplanètes. Rappelez-vous ce choc quand les télescopes de la Nasa ont découvert la présence de vapeur d'eau sur la planète HAT-P-11-B dans la Constellation du Cygne il y a

tout juste un an.

Evidemment, à voir la façon dont certains accueillent la vague des réfugiés orientaux et africains qui déferlent ces jours-ci sur l'Europe, on peut se poser des questions. Est-ce

vraiment le moment de fouiller les égouts de Mars ? De déranger les petits hommes verts qui essaient gentiment de bronzer sur les bords de leurs canaux ? N'y a-t-il pas un risque, à force de voir nos engins saccager le sol de leur planète et la transformer en un chantier hystérique type viaduc Reyers, que les petits gars finissent par lever la tête vers nous ? Et qu'ils se disent : tiens, si on se faisait un petit exode vers cette planète bleue ? On dirait qu'elle n'a pas perdu comme nous son atmosphère. Il doit faire bon y respirer. Et la vie doit y être plus calme et plus douce que sur notre pauvre planète rouge. Depuis qu'elle est bombardée par toutes les crasses spatiales qui passent dans le coin et balayée par les vents solaires, Mars ressemble à un champ de bataille, genre la Syrie après le passage de Daesh.

Bon, je ne sais pas si, là-haut, ils connaissent Daesh et Dieu et Allah. J'espère que non car à leur arrivée, on leur expliquera que tout ça, c'est une de nos principales curiosités. Alors, avec un peu de chance et en comptant sur leur curiosité de touriste candide, au lieu de les loger au WTC, on pourra les convaincre de visiter le Moyen-Orient.

Vu la carence de Neckerman, ils devront utiliser les bacs et bateaux qui ont emmené Syriens et Irakiens mais dans l'autre sens, ce qui fera le bonheur des passeurs, obligés jusqu'ici de revenir à vide, et ils goûteront au plaisir d'une terre dévastée, bombardée, peuplée de fous mais qui leur paraîtra néanmoins moins épouvantable que Mars. Le bonheur, c'est vraiment une notion relative...

www.berenboom.com